



www.fjcf.ca

450, RUE RIDEAU, BUREAU 403
OTTAWA (ONTARIO) K1N 5Z4

☎ 613 562-4624 · 1 800 267-5173
📠 613 562-3995 ✉ fjcf@fjcf.ca

**English follows.*

COMMUNIQUÉ

Pour diffusion immédiate

Jour de solidarité des communautés francophones et acadiennes

Cri du cœur de la Fédération de la jeunesse canadienne-française pour la modernisation de la Loi sur les langues officielles

Ottawa, le 1^{er} décembre 2020 – La Fédération de la jeunesse canadienne-française (FJCF) se joint à l'ensemble des communautés francophones et acadiennes du pays pour lancer un cri du cœur à l'occasion d'une journée de solidarité nationale. Au terme d'une année qui a mis en évidence plus que jamais la vulnérabilité du français au pays, nous lançons un cri du cœur et demandons que le gouvernement fédéral confirme un échéancier pour la modernisation de la Loi sur les langues officielles.

« Ça fait des années que nous travaillons, de pair avec nos collègues de la francophonie canadienne, sur le dossier de la modernisation de la Loi sur les langues officielles. Si les événements des dernières années nous ont démontrés une chose c'est que le français au Canada est fragilisé. Tout récemment, la lutte du Campus Saint-Jean en Alberta nous a démontré que l'accès à une éducation postsecondaire en français n'est pas assuré. La modernisation de cette Loi est nécessaire pour protéger notre accès à une éducation en français, incluant au niveau postsecondaire. De plus, cette loi doit être revue afin de nous permettre d'avoir accès à des services en français, peu importe où on se trouve au Canada », affirme la présidente de la FJCF, Sue Duguay.

La Fédération de la jeunesse canadienne-française est très inquiète qu'à 10 jours de la fin des travaux parlementaires avant les fêtes, le gouvernement n'ait toujours pas précisé quand il compte déposer un projet de loi pour moderniser la Loi sur les langues officielles. La FJCF craint qu'un projet de loi déposé trop tardivement ne puisse être adopté avant les prochaines élections.

« Nous sommes ravis que le gouvernement ait cru bon faire mention de la nécessité de moderniser et renforcer la Loi sur les langues officielles dans le Discours du Trône en octobre dernier », reconnaît la présidente. *« Nous cherchons maintenant à connaître les échéanciers que prévoient le gouvernement dans ce dossier afin que nous puissions, avec le gouvernement et tous les partis de l'opposition, travailler rapidement à faire de ce dossier une réalité, au bénéfice des tous les canadiens et canadiennes ».*

Les communautés souhaitent une Loi modernisée qui, notamment, établirait une autorité centrale chargée de veiller au respect des obligations linguistiques dans tout l'appareil fédéral et éviterait les dérapages en matière de communications bilingues en situation d'urgence qu'on a vu dans les premiers mois de la crise de la COVID-19. Une

Loi qui engagerait le gouvernement fédéral, les provinces et les territoires à des efforts accrus de protection du français à la grandeur du pays. Elle éliminerait les obstacles à l'apprentissage du français langue seconde. Une Loi qui créerait un tribunal des langues officielles afin que les citoyens et les citoyennes puissent facilement et rapidement obtenir justice pour des manquements à la Loi.

La FJCF encourage les citoyens et les citoyennes à visiter le site web www.noslanguesofficielles.ca pour écrire à leur député ou députée et leur demander d'agir maintenant pour la modernisation de la Loi sur les langues officielles.

La FJCF est un organisme national géré PAR et POUR les jeunes, composée de onze membres associatifs jeunesse de neuf provinces et deux territoires. Fondée en 1974, la FJCF porte les intérêts de la jeunesse d'expression française au Canada et contribue à l'atteinte de son plein potentiel.

- 30 -

Pour plus de renseignements :

Lucile Godet

Coordonnatrice des communications

Fédération de la jeunesse canadienne-française

communications@fjcf.ca

Téléphone : (343) 202-3746



www.fjcf.ca

450, RUE RIDEAU, BUREAU 403
OTTAWA (ONTARIO) K1N 5Z4

☎ 613 562-4624 · 1 800 267-5173
📠 613 562-3995 ✉ fjcf@fjcf.ca

PRESS RELEASE For immediate release

Francophone and Acadian Minority Communities Unite in Day of Solidarity The Fédération de la Jeunesse Canadienne-Française Joins Nationwide, Urgent Plea for Modernization of Official Languages Act

Ottawa, December 1st, 2020 – The *Fédération de la jeunesse canadienne-française* (FJCF - French-Canadian Youth Federation) is joining Francophone and Acadian minority communities nationwide, today, in an urgent plea on a national day of Francophone solidarity. In the closing weeks of a year which has shown more than ever the erosion of the status of French, we are asking the federal government to confirm a timetable for modernizing the Official Languages Act.

“The FJCF, along with our colleagues in the Francophone and Acadian minority communities, has been working on the modernization of the Official Languages Act for several years. The events of the last few years have proven that the French language in Canada is vulnerable. Recently, the situation in regards to the Campus Saint-Jean in Alberta jeopardizes our access to postsecondary education in French. The modernization of the Official Languages Act is necessary to protect our right to education in French, including at the postsecondary level. The Act needs to be reviewed urgently in order to allow us to have access to services in French throughout the country”, says the President of the FJCF, Sue Duguay.

The FJCF finds it very worrisome that 10 days before Parliament adjourns for the Holidays, the government has given no indication on when it intends to introduce a bill to modernize the Official Languages Act. The FJCF fears that a bill introduced too late may not be adopted before next election.

Sue Duguay says: *“We are delighted that the government included reference to the modernization of the Official Languages Act in the Speech of the Throne back in October. We are now looking for a timeframe to which the government plans on moving forward with this important project. We are looking forward to working with the government and the Opposition parties in getting it done, quickly, to the benefit for all Canadians”.*

Francophone and Acadian communities want a modernized Act which, among other things, would designate a central authority responsible for overseeing implementation of language obligations throughout the federal government. This would ensure that failures to communicate in both official languages in an emergency situation, such as the COVID-19 crisis, don't happen again. A modernized Act would also commit the federal government, as well as provinces and territories, to increased efforts in terms of protection and promotion of French. It would eliminate obstacles to French second-language education, and create an official languages tribunal so that citizens can easily and quickly obtain redress for violations of the Act.

The FJCF is encouraging citizens to visit ouofficiallanguages.ca and write to their MP to demand immediate action for the modernization of the Official Languages Act.

The FJCF is a national organization managed BY youth and FOR youth, made up of 11 youth organization members from 9 provinces and 2 territories. Founded in 1974, the FJCF champions the values of French-speaking youth in Canada and contributes in efforts so that they may reach their full potential.

- 30 -

For more information :

Lucile Godet
Communication Coordinator
Fédération de la jeunesse canadienne-française
communications@fjcf.ca
Telephone : (343) 202-3746